LEADER 2023-2027		GAL DU PAYS DE SAINT-BRIEUC
Fiche action n°	7	Ingénierie - Animer le programme LEADER
Objectif(s) de la stratégie au(x)quel(s) se rattache la fiche	<i>Aide à la mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie de développement local mené par les acteurs locaux</i>	
Date d'effet	27 février 2023	

I - Description générale et logique d'intervention

Cette rubrique présente une courte synthèse des moyens nécessaires au GAL au regard de la stratégie adoptée.

<p>Assurer l'animation, la gestion, le suivi et les évaluations du programme Mettre en œuvre une stratégie de développement intégrée sur le territoire en étroite collaboration avec les acteurs du GAL du Pays de Saint-Brieuc Faciliter et accompagner l'émergence de projets innovants Moyens humains dédiés : 1.50 équivalent temps plein</p>
--

II - Type d'opérations

<p>Animation du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communiquer auprès des porteurs de projets potentiels sur les actions mises en place dans le cadre du programme Leader 2023-2027 (plaquette de présentation, réunions d'information...) - Assurer la cohérence des actions avec les autres politiques et programmes de développement du territoire et plus largement du territoire - Favoriser la mise en réseau et la mutualisation des actions que ce soit à l'intérieur du territoire ou avec les territoires partenaires - Accompagner techniquement les porteurs de projets dans l'élaboration et le suivi de leurs projets <p>Suivi et évaluation du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place et diffuser un suivi et une évaluation continus du programme (tableaux de suivi des projets, compte-rendu des réunions, comités technique et commissions, mise en place de bilans annuels...) - Réaliser une évaluation à mi-parcours et en fin de programme - Diffuser la culture de l'évaluation auprès des porteurs de projets <p>Capitalisation et diffusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la diffusion des démarches innovantes - Faire connaître les actions emblématiques auprès des réseaux ruraux français et européens.

III - Exemples de projets (à titre d'illustration)

La liste de projets suivante est indiquée à titre d'exemple, il ne s'agit en aucun cas d'une liste exhaustive et par ailleurs ne constitue pas un cadrage de l'éligibilité des opérations.

Financer l'animation et la gestion du programme LEADER sur le territoire :
<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser la stratégie de développement du territoire Leader, - Suivre la programmation, - Préparer le budget annuel et suivre l'enveloppe de la programmation,

- Accompagner les porteurs de projets et mener l'instruction des dossiers de demande de subvention et les demandes de paiement,- Organiser les Comités de Programmation

IV - Bénéficiaires éligibles

Seule la structure porteuse du GAL est éligible

V - Dépenses éligibles

Les différentes catégories de dépenses éligibles, ainsi que les modalités de leur prise en compte (sur la base de coûts réels ou bien de coûts simplifiés, ainsi que les conditions particulières pouvant s'appliquer), sont précisées dans une note de procédure de l'Autorité de Gestion Régionale relative à l'éligibilité des dépenses.

A titre indicatif, les dépenses éligibles couvriront les grandes catégories suivantes :

- Frais de personnel directs
- Autres coûts directs : acquisition ou location de matériel et équipement ; location ou acquisition de biens immeubles ; prestations de service ou intellectuelles ; etc.
- Coûts indirects (sous forme de coûts simplifiés)

VI - Dépenses non éligibles

Les dépenses inéligibles sont précisées dans la note de procédure de l'Autorité de Gestion Régionale relative à l'éligibilité des dépenses, en cohérence avec la réglementation européenne (règlement (UE) 2021/2115), et la réglementation nationale (décret n° 2023-5 sur l'éligibilité des dépenses du FEADER).

Par ailleurs, toutes les dépenses engagées avant le 27/02/2023 sont inéligibles.

VII - Type de soutien

Subvention

VIII - Montants et taux d'aide applicables

Le taux de cofinancement du FEADER est de 80 % de la dépense cofinancée.

L'autofinancement public ou d'un Organisme qualifié de droit public (OQDP) peut toujours appeler le FEADER.

Il n'y a pas d'autofinancement minimum obligatoire autre que celui imposé par la loi aux collectivités pour leurs opérations d'investissement.

Le taux maximum d'aide publique (TMAP) applicable sera toujours le plus élevé au regard de la réglementation, à savoir 100 % dans la grande majorité des cas (cas particuliers à TMAP inférieur : investissements productifs dont le TMAP est généralement à 65 %, et opérations relevant de certains régimes d'aide d'État).

Le taux d'aide publique effectif appliqué à un dossier peut être limité :

- Par des facteurs externes au GAL : insuffisance de cofinancements publics, présence de contreparties privées, modalités plus restrictives des cofinanceurs, autofinancement minimum imposé par la loi, épuisement des crédits...
- Par un montant plafond de FEADER déterminé par le GAL dans la fiche action (cf. ci-dessous).

Montants FEADER planchers et plafonds.

PLANCHER de FEADER (obligatoire) <i>(Montant minimum de 8 000 € imposé par l'AGR)</i>	8 000 €
PLAFOND de FEADER (facultatif) <i>(si plafond défini par le GAL, montant minimum de 75 000 € imposé par l'AGR)</i>	Néant